

## **Ségolène Royal**, discours prononcé à VILLEPINTE le 11 fév. 2007

Chers amis, vous voilà si nombreux rassemblés, venus de partout. Vous avez dû comprendre qu'il se passait quelque chose d'important aujourd'hui. Vous êtes venus parce que, même si je n'en manque pas, vous avez voulu m'apporter votre courage. Je suis heureuse de voir toute la famille de la gauche rassemblée et vous tous et toutes aussi nombreux que je salue du fond du cœur.

C'est forte de cette unité et forte de votre présence que je peux aujourd'hui m'adresser en cet instant solennel à tout le peuple français. Oui, à cet instant, je veux m'adresser à tous les Français, c'est-à-dire à chacun et à chacune de vous qui attendez de savoir de quoi demain sera fait.

Je vais vous parler avec gravité. L'élection présidentielle est le moment clé où se refonde le pacte républicain et où l'on va décider de l'avenir d'au moins deux générations compte tenu de la lourdeur des défis à relever. Et c'est pourquoi j'ai voulu prendre le temps de vous écouter. J'ai entendu vos appels, vos craintes, vos détresses, vos révoltes, mais aussi vos attentes, vos désirs et vos espérances.

Aujourd'hui, voici venu le jour de vous dire comment j'entends répondre à ces crises qui minent notre société et qui instillent dans ses veines le terrible poison du doute, de la résignation et parfois de la colère, mais aussi comment permettre à la France de saisir toutes ses chances, et elles sont nombreuses, de libérer tous ses talents et toutes ses énergies.

Vous êtes venus très nombreux dans cette phase de démocratie participative. Plus de deux millions d'entre vous sont venus d'une façon ou d'une autre dire ce qu'ils avaient sur le cœur et que la société politique n'entendait plus assez. Cette parole que vous avez prise, je vous demande de la garder. À ceux qui ne l'ont pas prise, je vous demande de la prendre au plus vite. J'ai besoin de vous, de vos intelligences, de vos exigences, de vos générosités pour construire une France qui se ressemble et qui se rassemble. Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous !

Avec moi, plus jamais la politique ne se fera sans vous !

C'est forte de cette phase d'écoute et soucieuse de respecter votre effort pour prendre la parole que je me sens aujourd'hui en mesure de vous proposer plus qu'un programme, un pacte d'honneur, un contrat présidentiel que je propose à tous et à toutes, les plus vulnérables comme les plus forts, ceux qui sont nos partisans depuis toujours et ceux qui ne le sont pas car la France a besoin de tous les siens, elle a besoin de ceux qui vont bien comme de ceux qui décrochent ou qui ont peur de décrocher. Je veux aujourd'hui redonner courage et espoir aux plus faibles. Je veux à tous dire que le temps de l'imagination et de l'audace est venu. Je n'oublierai jamais personne car, pour que la France se relève, elle a besoin de chacun et de chacune d'entre vous et au-delà de cette salle.

Oui, j'ai bien dit un pacte d'honneur et de confiance car j'ai aussi compris que vous ne croyez plus à la magie des promesses qui n'engagent que ceux qui les donnent. Vous ne croyez plus aux engagements d'un jour et à la démagogie. Et c'est pourquoi je veux vous dire la vérité, la difficulté de la tâche qui nous attend, et en même temps de ma détermination à l'accomplir avec vous.

Nous allons agir ensemble, nous allons ensemble faire que la France se retrouve et que chacun l'aime et se retrouve en elle et accomplisse le changement profond, une autre façon de voir les choses car le temps n'est plus au colmatage, aux accommodements avec des systèmes qui ne fonctionnent plus. Il nous faut tout revoir, tout repenser et ne craindre, ni d'imaginer, ni d'inventer. Il faut entendre et lire dans les cahiers d'espérance issus de nos débats participatifs : le cas d'Odile, cette mère célibataire admirable de courage et de dignité qui attend un logement depuis quatre ans et raconte sa honte de vivre avec ses deux filles dans une chambre de 12 mètres carrés. Il faut entendre Martine me dire les

yeux secs, le regard fier mais les larmes dans la voix : « Quand les enfants sont invités à un goûter d'anniversaire, j'invente une excuse pour qu'ils n'y aillent parce que je ne peux pas rendre l'invitation. » Il faut entendre ce père de famille alsacien que je n'oublierai jamais : « Je vis le RMI comme une maladie, je ne veux pas être un assisté malgré moi, je ne veux pas que les enfants me voient comme ça, il me faut du travail. » Ou encore, à Roubaix, l'histoire d'Adeline, terrorisée à l'idée de retrouver, après notre débat, un mari violent.

Ces cris de détresse silencieuse, ces pauvres vies brisées, ces familles humiliées, ravagées par la misère et l'injustice, ces destins marqués au sceau d'une malédiction qui ne dit pas son nom, c'est tout cela que j'ai à l'esprit, là, à l'instant de m'adresser à vous, et c'est cela qui me donne le désir de me battre, de vaincre et de proposer cette politique d'alternance qui seule sera capable de surmonter les crises : crise des banlieues, dans les quartiers le feu couve sous la cendre, crise économique avec les emplois qui se détruisent, crise sociale, crise éducative, crise morale, crise écologique, crise internationale, enfin, sur fond de prolifération nucléaire, de montée des fanatismes et des hystéries guerrières. Pour surmonter ces crises, il faut une nouvelle politique, pour surmonter ces crises, il faut une France neuve. Voilà ce que vous m'avez dit et voilà ce que j'entends mettre en œuvre avec vous.

Mais vous m'avez dit aussi : comment augmenter les bas salaires si les entreprises ferment ? Comment augmenter les petites retraites si les déficits se creusent ? Comment augmenter l'effort pour l'éducation et la santé lorsque la dette explose ? Telles sont aussi les questions que vous avez posées, mais vous m'avez dit aussi que chaque nouveau droit devait aller de paire avec des devoirs.

Vous l'avez fait avec une franchise, une lucidité, une volonté de refuser les solutions toute faites et les fausses promesses des marchands d'illusion, vous l'avez fait avec une rigueur dont je dois vous dire qu'elle m'oblige, et c'est pourquoi, même si cela vous surprendra, j'ai décidé de vous parler en premier de notre situation économique, et en particulier du problème de la dette.

La dette publique est devenue insoutenable, elle représente 64 % du PIB et 18 000 € par Français, les intérêts qu'elle génère sont devenus à eux seuls la deuxième dépense du budget de la Nation, le déficit des comptes sociaux a triplé, la Sécurité sociale est grevée par plus de 80 milliards de déficits cumulés, notre appareil productif est affaibli, notre commerce extérieur affiche un déficit de 30 Md€, la production industrielle stagne et l'investissement productif des entreprises ne décolle pas. Voilà la France qu'ils nous laissent, voilà l'état des lieux au sortir de la période qui s'achève.

C'est donc à vous, à moi, à tous les Français avec leurs efforts, chacun où ils sont, qui à partir d'aujourd'hui nous rejoindront, qu'il appartient de relever le pays.

Je suis convaincue par exemple qu'il faut changer de toute urgence notre façon même de concevoir la création de valeurs et de richesses. Je suis convaincue qu'un développement durable repose aujourd'hui sur les trois piliers que sont l'économique, le social et l'environnemental et que la défaillance d'un seul peut faire crouler le tout. Nous sommes la cinquième puissance économique mondiale, mais nous devons ce rang au travail des Français qui conquièrent des marchés, qui innovent, qui prennent des risques et qui travaillent dur. Et je suis convaincu que nous ne tiendrons durablement ce rang que si nous recréons notre capacité à mobiliser les compétences, à motiver les salariés et à créer en fait ce vrai dialogue social qui reste en France si terriblement archaïque.

L'inventivité des entrepreneurs doit être reconnue, mais la dignité du travail doit être respectée et même remise à l'honneur. Avec cette reconnaissance et ce respect nous réussirons, comme l'ont fait les pays du Nord de l'Europe, et c'est pourquoi je m'engage à tout faire pour que, si je suis élue, un nouvel essor soit donné à la démocratie sociale et au dialogue social constructif qui va avec.

Et voilà pourquoi je m'engage en même temps à soutenir l'effort des entreprises innovantes et créatrices d'emplois, c'est ce que j'appelle les cercles vertueux, c'est ce que j'appelle les

convergences positives, c'est ce que j'appelle la façon de relever le pays avec une spirale ascendante. Et je le crois de toute mon âme, nous avons les moyens de relancer la croissance et la machine économique, je veux réconcilier les Français avec l'entreprise pour sortir la France des déficits et accomplir les progrès sociaux dont nous avons besoin.

J'en ai pris une claire conscience tout au long de ces années. Nous sommes un pays d'excellence technologique où pas un jour ne passe sans que des hommes et des femmes se lancent pour donner corps à un projet créateur d'activité, de valeur et d'emplois.

Eh bien, je le dis ici, je suis reconnaissante à ces entrepreneurs du risque qu'ils prennent et qui permet de créer chaque année les emplois que la mondialisation financière déplace. Je sais gré à ces petites et moyennes entreprises qui sont plus de deux millions en France et qui sont nos premières créatrices d'emplois et que nous allons aider. Je m'engage aujourd'hui devant vous à tout faire pour soutenir leurs efforts et pour créer l'environnement favorable dont elles ont besoin et qu'elles méritent, et en contrepartie desquelles elles sauront créer des emplois durables.

Je m'engage aussi à faire de la recherche et de l'innovation une des priorités majeures de mon mandat. Je m'engage à augmenter le budget national de la recherche de 10 % par an. Sur les 65 Md€ d'aides aux entreprises, seuls 5 % sont orientés vers la recherche et l'innovation, je m'engage à porter cette part à 15 %, c'est-à-dire à la tripler. Par des mesures fiscales, je m'engage à encourager les entreprises à innover et à faciliter pour cela leur accès au financement bancaire, et l'État soutiendra les pôles de compétitivité qui associent les laboratoires et les entreprises dans des régions d'excellence. Trop de Régions attendent aujourd'hui une aide de l'État qui ne vient pas. Eh bien, si l'État, quand je serai élue, tire dans la même direction que l'ensemble des Régions de France, mais ce sera la croissance qui sera de retour et avec elle l'émergence des projets, de la valeur ajoutée, des ateliers de la création et donc au bout du compte les emplois et les progrès sociaux que nous mettrons en place.

Je veux aussi que l'école et l'entreprise se rapprochent. Je veux que l'entreprise devienne un lieu familial aux jeunes dès l'enseignement secondaire et jusqu'à l'université. Je le veux parce que vous le voulez et que vous l'avez compris. Vous le voulez parce que l'insertion professionnelle de nos enfants et de nos jeunes, et donc le choix de leur métier et d'avenir en seront facilités. Les Français, je l'ai également compris, aspirent à voir l'État réformer profondément sa gestion pour dégager des économies et donc des marges d'action.

Et cette réforme de l'État, elle se fera. Sans doute sera-t-elle chez nous plus difficile à mener qu'ailleurs car la France, n'est ce pas, s'est constituée autour de son État central car il fut, cet État, partie prenante à sa construction, à sa puissance et à sa grandeur, mais il ne s'agit pas de l'affaiblir, il s'agit de le rendre plus efficace. Nous devons agir, nous avons des structures centrales qui sont devenues beaucoup trop lourdes, nous avons trop de ministères qui, en dix ans, ont changé huit fois de périmètres et donc de dénomination, avec toutes les dépenses inutiles, toutes les pertes d'efficacité et tous les gaspillages que cela entraîne.

Il faudra réformer tout cela, alléger le poids de nos administrations et les mettre au service des citoyens. Il faudra soulager les administrations centrales qui s'épuisent à gérer des personnels répartis sur le territoire et les crédits de toutes sortes. Oui, il faut en finir avec cette lourdeur de l'État central qui engendre plus de textes législatifs ou réglementaires, bien souvent illisibles et inutiles.

Et les fonctionnaires en sont les premières victimes lorsqu'ils s'épuisent en réunions stériles au lieu de donner l'impulsion et la créativité dont ils sont porteurs et dont se trouve là leur vraie vocation. Face à cette situation, face à ce gaspillage d'énergie et de substance, face à ce besoin de moderniser sans affaiblir l'État, je propose de limiter le nombre de ministères, d'en finir avec l'inflation réglementaire, d'expérimenter à chaque fois pour réformer vraiment, d'engager une nouvelle étape de la

régionalisation mettant fin à la ruineuse superposition des compétences, et ce seront les Régions qui par exemple mettront à niveau les bâtiments et les résidences universitaires. C'est aux Régions qu'incombera la tâche de sortir les prisons françaises de l'état honteux où elles se trouvent. Ce sont les Régions qui piloteront le service des aides économiques et de la formation professionnelle parce que c'est là que nous mettrons fin à un certain nombre de gaspillages en agissant au plus près des territoires et de ceux qui tous les jours, élus, associations, entreprises, professionnels, salariés, se battent au quotidien pour maintenir les emplois et pour faire évoluer notre système de production.

L'État, certes, garantira par un fonds de péréquation l'égalité entre les territoires qui bénéficieront donc, pour remplir ces nouvelles missions, d'un transfert de ressources. Nouvelles missions pour les territoires il y aura, nouvelles intelligences territoriales on verra naître. J'ai la passion du service public, je sais que les Français sont habités par la même passion. Je sais que les fonctionnaires aujourd'hui malmenés ont une conception exigeante de leur mission, c'est pourquoi cette réforme de l'État et des structures administratives, nous leur devons d'abord à eux, aux agents publics, et nous le devons à tous les usagers, et nous le devons parce que c'est là aussi que nous retrouverons des marges de manœuvre et des moyens de productivité et d'efficacité pour le pays.

Oui, ensemble, nous allons donner un coup de jeune à cet État colbertiste, jacobin, centralisé à l'excès, croulant sous le poids des bureaucraties inutiles. Ensemble, nous allons mettre l'État à l'heure de ce désir d'autonomie, de responsabilité civique et de liberté que j'ai senti monter d'un bout à l'autre de la France.

Je veux construire un ordre économique et social juste. Le règne sans frein du profit financier est intolérable à l'intérêt général. Il est insupportable à ceux qui vivent de leur travail et il est dramatique pour ceux qui n'arrivent pas à en vivre. C'est ce cri de colère que j'entends monter de la France qui travaille et de celle qui aimerait travailler ; colère contre les délocalisations qui dévorent l'emploi ; colère contre le fait que 23 % des jeunes sont sans emploi, que l'âge du premier emploi n'en finit pas de reculer et que la précarité des contrats se généralise ; colère quand la priorité est donnée à la rente et au capital financier et que cela conduit à l'augmentation constante des loyers et du foncier ; colère quand la moitié des salariés du privé touche moins de 1 400 € par mois, que quatre millions de salariés sont payés au SMIC au bout de vingt, trente et parfois plus, années de travail ; colère quand on sait qu'il y a 7 millions de pauvres en France qui vivent avec moins de 700 € par mois, que deux millions d'enfants sont condamnés à vivre dans la pauvreté et qu'il y a là comme une forme moderne de malédiction et de destin insupportable.

Les Français, oui, sont en colère face à cela. Et moi, Ségolène Royal, je dis que ce n'est pas juste. C'est le pacte social qui est rompu et je dis que c'est dangereux. Nous devons refuser cette situation, nous devons stopper le descenseur social car c'est l'homme qui crée la misère, mais c'est l'homme aussi qui peut détruire la misère comme le disait le fondateur d'ATD Quart-Monde, le père Wrésinski.

Quand, dans un pays comme la France, deux millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire, quand on sait qu'il y a chaque jour en France deux mille accidents graves du travail, quand on sait qu'à 35 ans un ouvrier a sept ans de moins d'espérance de vie qu'un cadre supérieur, quand on sait que 27 % des salariés travaillent debout en permanence, que 37 % d'entre eux sont exposés à l'inhalation de produits chimiques sur leur lieu de travail, quand on apprend que les victimes de l'amiante ne sont toujours pas indemnisées ou que 1,5 million de personnes se trouvent en situation de surendettement, quand on sait que les femmes sont les premières victimes des bas salaires et des petites pensions, que l'écart de salaire avec les hommes est encore de 25 % à qualification égale.

Quand on sait tout cela, on est bien obligé de dire, de crier que, oui, le lien social se délite. Oui, ces désordres sont insupportables. On est bien obligé de se dire que tout cela est comme une cicatrice sur le corps d'un pays qui a pourtant inventé la plus belle devise du monde : liberté, égalité, fraternité.

Et moi, je ne peux pas, je ne peux pas ne pas m'associer à ce cri, le relayer, lui prêter ma voix et ma volonté. Vous m'avez dit des choses simples, vraies et fortes. Vous m'avez dit vouloir des écarts de revenus moins aberrants, une réforme de la fiscalité qui taxe davantage le capital que le travail, et nous le ferons. Vous m'avez dit vouloir que le travail soit payé à son juste prix, vous m'avez dit enfin vouloir que des solutions à la crise du logement soient trouvées au-delà des éternels discours. Est il normal, m'avez-vous dit que des jeunes travailleurs habitent en caravane et que des petits retraités soient chassés de leur logement faute de pouvoir payer leur nouveau loyer. Eh bien je vous ai entendu et je n'aurais de cesse, si je suis élue que de répondre à votre juste impatience.

C'est pourquoi, je propose, un pacte présidentiel pour le pouvoir d'achat garanti et pour la sécurité du logement tout au long de la vie. Je propose, au sujet du pouvoir d'achat, et vous avez été très nombreux à raconter cela dans les débats. A dire, c'est l'évidence, que les chiffres officiels de la hausse des prix sont inférieurs à la réalité.

Je ferai la réforme de l'indice des prix, nous utiliserons des indices de prix différents, tenant compte de la réalité de la dépense des familles pour revaloriser les retraites, le SMIC et les minimas sociaux car la justice commence par là, par le juste calcul de la vraie, du vrai pouvoir d'achat. Je m'engage à la hausse du SMIC à 1500 euros par mois et à une hausse des bas salaires juste au-dessus du SMIC qui sera fixé par les partenaires sociaux dès le mois de juin 2007 dans le cadre de la conférence sur les salaires et, pour que cet objectif, pour que cette augmentation puisse se faire pour les bas salaires le plus rapidement possible, sans pénaliser les petites entreprises, je m'engage à mettre en place un plan massif de formation professionnelle, débouchant sur un système gagnant/gagnant. Le salarié mieux payé et mieux qualifié et l'entreprise plus performante. Oui cette réconciliation est possible, c'est comme cela que nous redresserons la France.

Et je m'engage pour les jeunes sans ressources et qui vivent de plus en plus nombreux dans la précarité à créer une allocation d'autonomie et d'entrée dans la vie active. Laquelle allocation, leur sera versée en contrepartie d'une obligation de formation sérieuse, d'une recherche active d'emploi, et pour les étudiants, dans le cadre de l'émergence d'une société solidaire d'heures de soutien scolaire auprès d'élèves en difficulté qui seront validées dans les UV universitaires. Je mettrai en place pour lutter contre la vie chère un plan de rattrapage pour les petites retraites avec une hausse immédiate de 5% intervenant dès 2007. Les retraites seront mensualisées au 1er de chaque mois pour éviter les découverts. Combien de fois êtes vous venus dire cela dans les débats participatifs. Le minimum vieillesse aussi sera versé mensuellement ainsi que les retraites de la sécurité sociale.

J'insiste enfin sur la question du logement. Je l'ai souvent dit, vous le savez, tout commence par les familles, si les familles fonctionnent bien et assument leur devoir d'affection, d'éducation et de surveillance, alors les enfants démarrent dans la vie dans de bonnes conditions. Et bien le logement est la condition première d'une vie de famille sécurisée. C'est pourquoi, c'est un défi majeur à relever dans le cadre du pacte présidentiel. Et les inégalités criantes dans ce domaine doivent se réduire, si l'on veut aider les familles à être ces lieux d'éducation et d'épanouissement qu'elles doivent être. Il y a bien sûr les sans domiciles fixes pour lesquelles des solutions d'urgence doivent être trouvées. Je propose à cet égard de faire obligation à chaque ville de créer une place d'hébergement d'urgence pour mille habitants. Je propose une politique d'accompagnement humain, permettant à ceux qui ont basculé, travailleurs pauvres, femmes seules, jeunes à la dérive de se raccrocher à une utilité sociale. Et je rends ici hommage au travail extraordinaire des associations qui jouent un si grand rôle pour réinsérer dans l'activité et dans l'emploi. Mais l'urgence ne doit pas faire oublier les autres problèmes de fond. Les scandales les plus criants ne doivent pas occulter le fait que la crise du logement frappe aussi celles et ceux qui travaillent et qui font des efforts pour payer leur loyer. Je propose là dessus quatre mesures concrètes, bien connues de ceux qui se battent sur ce problème et que j'ai également rencontrés dans le cadre de ces débats.

D'abord la construction de ces 120 000 logements sociaux, dont on a besoin, et ce sera sans doute

insuffisant et qui, faute d'obéissance à la loi SRU par certaines communes ne sont pas construits. Je le dis ici: l'état se substituera à la carence de ceux qui s'enferment dans l'égoïsme territorial en lançant lui-même la construction des programmes de logement nécessaires que les communes le veuillent ou non. Il faudra pour cela que le droit opposable au logement ne soit pas une promesse électorale ou un vain mot. Il faudra que l'amélioration de la situation des plus démunis ne produise pas l'aggravation de la situation de ceux qui paient leur loyer. C'est pourquoi il faudra tenir parole sur cette question essentielle et nous mettrons fin aussi au scandale des ventes à la découpe qui chassent les locataires dans des conditions inadmissibles. Nous créerons un service public de la caution qui permet d'assurer les impayés de loyer, d'éviter les expulsions et surtout d'avoir le droit de rentrer dans les lieux. Lorsqu'il faut déboursier trois mois de loyer, pour bien des personnes, cette seule entrée dans les lieux est impossible. La mise en location de logements vacants spéculatifs sera décidée et c'est pourquoi seront surtaxés les locaux inoccupés depuis plus de deux ans et la possibilité sera donnée aux communes de procéder à des acquisitions réquisitions.

L'accès à la propriété de ceux qui ne le peuvent pas aujourd'hui sera favorisé et encouragé par l'extension des prêts gratuits. Les français aspirent aujourd'hui à la sécurité de leur logement face à la flambée des loyers et parce que c'est une aspiration à la sécurité des familles, je veux que ce soit possible. Et que ceux notamment qui ont fait l'effort dans le logement social de payer leur loyer pendant quinze années puissent accéder facilement à la propriété de leur logement. Enfin, nous rattraperons l'immense retard dans le domaine du logement pour les étudiants et les jeunes travailleurs et cette mission sera confiée aux régions avec le transfert d'une ressource leur permettant de rattraper ce retard.

Je veux être aussi la présidente du travail pour tous et du métier pour chacun. Je réhabiliterai la valeur travail. Et dans le pacte présidentiel que je vous propose, à la base, il y a d'abord la lutte sans merci contre le chômage des jeunes, un des plus élevé d'Europe, une source de découragement, de l'absence, de la révolte contre l'absence du futur et à la fin de la délinquance. Tout jeune doit pouvoir sortir du système scolaire et universitaire avec un diplôme. C'est le contrat qu'il faut passer entre la nation et son école. Pour les 190 000 jeunes qui sortent de l'école ou de l'université sans aucune qualification, je reprends la proposition de Jacques Delors d'ouvrir un chantier d'intérêt national. Aucun jeune diplômé ou qualifié ne doit rester au chômage depuis plus de 6 mois, sans qu'une formation ou un contrat ne lui soit proposé, c'est un droit pour lui et un devoir pour tous, c'est ce que j'inscris dans le pacte présidentiel, c'est le droit au 1er emploi pour les jeunes au plus tard après six mois de chômage. Ce défi là, nous le relèverons et nous le réaliserons car de lui dépend la reconquête de la confiance dans l'avenir de la France. Tout jeune doit en effet pouvoir bénéficier d'une possibilité d'insertion. Et je propose à cet effet de généraliser les bourses et les emplois tremplins que les régions ont mises en place avec succès par quelques dizaines de milliers d'emplois déjà. Nous ferons à l'échelle nationale 500 000 emplois tremplins pour les jeunes. L'état ouvrira un nouveau droit: chaque jeune à sa majorité disposera d'un prêt gratuit de 10 000 euros pour lui permettre de construire son premier projet de vie et je le dis solennellement à toutes celles et à tous ceux qui doutent, qui rencontrent davantage de portes fermées que de mains tendues, la France a besoin de vos talents et de votre énergie. Elle ne peut pas se permettre de gaspiller plus longtemps le potentiel des jeunes. Et je le dis aux entreprises et aux services publics, ils ont un devoir à remplir à l'égard d'une génération qui représente aussi leur avenir.

Je vous dis, à vous les jeunes, qu'à votre âge, vous avez aussi le droit à l'erreur, que la peur de l'échec ne doit pas vous paralyser, qu'on apprend et qu'on se renforce aussi dans les difficultés que l'on rencontre, vous devez croire en vous, car la France croit en vous.

Je veux que la France aime tous ses enfants car elle n'est elle-même que lorsqu'elle lutte contre toutes les formes de discrimination. Et ce droit au premier emploi pour les jeunes, je veillerai à ce qu'il soit également et équitablement appliqué dans nos banlieues les plus sensibles.

Dans l'intérêt des entreprises comme des salariés, dans l'intérêt de la France tout simplement, je créerai la Sécurité sociale professionnelle qui garantira contre une formation et une recherche active d'emploi une rémunération égale à 90 % du dernier salaire perçu afin de permettre sans drame la mutation des emplois. Tous les pays qui ont mis en place ce dispositif ont moins de chômage que le nôtre.

Aujourd'hui, une ouvrière dans le textile qui veut rechercher activement un emploi car elle craint les délocalisations ne reçoit pas d'aide, elle est obligée d'être licenciée et de passer par la case chômage.

Un cadre qui sent qu'il va être mis à la porte, considéré comme dépassé, et qui se bat, qui veut créer son entreprise est obligé de passer par la case chômage avant de créer son entreprise. Cela, je veux que demain, ça ne soit plus possible. C'est cela la Sécurité sociale professionnelle. C'est permettre la modernisation de l'économie, la mutation des emplois. C'est soulager aussi les entreprises honnêtes qui sont confrontées à des problèmes économiques et qui ne veulent pas laisser leurs salariés sur le carreau.

Voilà encore un exemple des cercles vertueux que j'appelle de mes vœux, voilà la spirale ascendante des énergies convergentes, et non pas ce système de la guerre de tous contre tous, du conflit permanent, de la méfiance réciproque. C'est cette France-là que j'appelle de mes vœux, celle où chacun peut donner la pleine mesure de son talent, de son énergie, sans passer par la case de l'humiliation, la case du chômage, c'est cela la Sécurité sociale professionnelle.

Et pour valoriser le travail, il faut encourager le passage du RMI au travail, et je donnerai raison à ceux qui, comme l'association Emmaüs, demandent depuis longtemps la création d'un revenu de solidarité active qui garantira les prestations et qui assurera que quelqu'un qui retrouve un travail ne puisse plus voir ses revenus baisser. Cette réforme-là, nous la ferons.

Et puis, vous le savez, tout se tient, l'emploi, la famille et l'école. Et quand un maillon vient à casser, c'est là toute la chaîne qui se voit fragilisée, et c'est l'éducation qui tient tout l'édifice. C'est pourquoi, avec moi, l'éducation, encore l'éducation, toujours l'éducation, l'éducation sera au cœur de tout et en avant de tout.

L'école est le cœur battant de la République, l'école est le lieu où se transmettent tous les savoirs et les valeurs républicaines, l'école est le creuset où se forment les futurs citoyens, et l'école, vous me l'avez dit également, traverse une crise profonde. J'ai entendu le signal d'alarme que lancent beaucoup de parents et beaucoup d'enseignants. L'école tiendra-t-elle demain sa promesse d'égalité des chances ? J'ai entendu le message des enseignants en première ligne dans ce combat pour l'égalité et donc pour la citoyenneté face aux difficultés qui s'accumulent, aux violences, aux incivilités qui angoissent, à la déstructuration des familles, face aux coupes sombres dans les budgets et les emplois, face à un pouvoir d'achat qui semble baisser. Dans la mesure exacte où augmentent les difficultés du métier, comment ne pas être tenté parfois de baisser les bras ?

À ces enseignants qui se battent en première ligne sur le front de la citoyenneté de demain, je veux dire ceci : Vous serez soutenus, encouragés par la République dans votre mission, votre place sera mieux reconnue, vos formations améliorées si vous en sentez le besoin, votre droit à l'innovation et à l'expérimentation, et notamment du travail en équipe sera pleinement reconnu, sans que vous ayez à craindre les inspections un peu trop rigides et en faisant en sorte que ce travail soit rémunéré.

Et puis nous créerons un service public d'accueil de la petite enfance. L'obligation scolaire sera fixée à trois ans et les chances scolaires des enfants en seront accrues. Et je rétablirai le plan Handiscol que j'avais créé lorsque j'étais ministre de l'Enseignement scolaire, qui a été scandaleusement détruit par le retrait des moyens. Tous les enfants en situation de handicap auront le droit de s'inscrire à l'école dès l'école maternelle et il appartiendra à l'école et non plus aux parents de justifier les raisons pour

lesquelles ces enfants ne sont pas accueillis.

Oui, le collège et l'école, devront également assurer en leur sein ou dans les quartiers le soutien scolaire gratuit sans lesquels il n'y a pas d'égalité des chances. Nous confierons cette nouvelle mission, comme vous l'avez proposé dans plusieurs débats, à un corps nouveau, à un nouveau métier de répétiteur dont la mise en place sera discutée avec les équipes pédagogiques, les associations de quartiers, les associations de parents d'élèves et les élus. Et, pour une fois, cette promesse si souvent faite sera tenue parce que la racine des inégalités, elle est là, entre les parents qui ont la chance de pouvoir aider leurs enfants ou qui ont la chance de pouvoir payer des cours d'accompagnement scolaire, et ceux qui ne peuvent pas parce qu'ils n'ont pas le bagage scolaire suffisant aider leurs enfants. Cette inégalité-là, elle est insupportable pour une République et nous devons y répondre.

La carte scolaire favorisera la mixité sociale au lieu de consolider les ghettos, elle sera redécoupée pour que les secteurs soient plus hétérogènes et que chaque famille ait le choix entre plusieurs établissements. Les gros collèges seront divisés pour qu'aucun collège ne dépasse plus de six cents élèves afin de répondre à la recrudescence des brutalités et des violences subies par les élèves et les enseignants. Un nouveau métier sera créé pour renforcer la discipline scolaire et pour développer massivement le sport et la culture qui sont les meilleurs remparts contre l'agressivité. Et comme l'échec scolaire, on le sait, est aggravé par la détresse financière, sociale et éducative des familles, je créerai des emplois parents dans les quartiers comme l'a proposé l'association AC le feu !, et nous généraliserons les écoles de parents.

L'allocation de rentrée scolaire sera doublée dès 2007 afin que soit pleinement garantie la gratuité scolaire de l'école laïque de la République.

Et puis, la société de la connaissance exigeant un investissement massif dans l'université et dans la recherche, je veillerai à renforcer l'autonomie des universités dans le cadre national. Je les encouragerai avec l'appui des régions à se regrouper pour atteindre une taille comparable à celle des grandes universités du monde. Je détaillerai jeudi prochain à Dunkerque et vendredi prochain à Strasbourg ce plan, ce pacte présidentiel global concernant l'éducation, la recherche et la culture.

Vous avez aussi beaucoup parlé des insécurités, des désordres, de la violence dans nos villes et partout d'ailleurs, à leur périphérie et même en milieu rural. Et, de fait, depuis cinq ans la violence à l'encontre des personnes n'a cessé d'augmenter, quatre millions de personnes ont été agressées verbalement ou physiquement dans la seule année 2005, le nombre de mineurs mis en cause pour des actes d'atteinte aux personnes a augmenté de 32 % depuis 2002 et de 83 % en huit ans. Plus rien ne semble être épargné par cette épidémie de violence : ni l'école, ni les familles, ni les jeunes.

J'ai parlé déjà tout à l'heure des violences qui frappent les femmes. Permettez-moi d'y revenir car ce thème est revenu dans le débat avec une terrible insistance et, je dois avouer, j'y suis moi-même, en tant que femme, particulièrement sensible. Une femme sur dix est victime de violence conjugale. En 2004, chaque semaine, trois femmes ont été tuées par leur conjoint. Les violences les abandons, les mauvais traitements d'enfants ont augmenté de 34 % depuis 2002. Je peux vous le dire aujourd'hui, la première loi votée par le prochain Parlement sera une loi efficace contre les violences faites aux femmes car c'est toute la famille qui en est déstructurée, qui s'en trouve bafouée ; ce sont les enfants témoins de ces violences qui seront eux-mêmes souvent à leur tour auteurs de violences et c'est cette spirale-là de la violence qu'il faut briser.

J'ai parlé aussi, et vous en avez parlé, de cette autre forme de violence, de cette violence à peine visible qu'est l'inégalité devant l'accès aux soins. Permettez-moi d'y insister car est-il normal, enfin, que des quartiers entiers et des zones rurales n'aient plus de médecins généralistes ? Est-il normal de trouver qu'une prise en charge pour une personne âgée relève souvent aujourd'hui de l'exploit ? Est-il normal, est-il acceptable qu'il n'y ait plus pratiquement en France de structures de santé de proximité

? Non, cela n'est pas normal. Non, cela n'est pas acceptable. Oui, vous êtes très nombreux, très nombreux à vivre cet état de fait comme une violence faite aux plus faibles, aux plus isolés, une brutalité terrible à l'endroit des plus modestes.

Et c'est pourquoi, après vous avoir écoutés, je veux mettre en œuvre une politique de santé publique, notamment axée sur la création d'un nouveau service public, une nouvelle génération de dispensaires en milieu rural et dans les quartiers urbains sensibles.

Et puis il y a la violence dans les quartiers. Où en sont-ils, les quartiers, un an après les émeutes ? Est-ce parce qu'on les entend moins ? Est-ce parce que la machine à images a cessé de s'intéresser à eux, et de concentrer sur eux son faisceau de lumière que le problème est résolu ? Quelles réponses ont été données aux appels à la justice, à l'égalité des chances, à la sécurité qui se sont exprimés avec une telle exaspération ?

A-t-on porté remède au précaire, à l'insécurité sociale, aux discriminations, à la désertion des services publics, au chômage des jeunes, à ce sentiment d'abandon, à ce mépris ? Non, hélas, rien ou presque rien n'a été fait.

Or, chacun sait que, si rien n'est fait, les mêmes causes produiront les mêmes effets et que, ce que la France a connu hier n'est rien en comparaison de ce qu'elle connaîtra demain si toujours rien n'est jamais fait. Il y aura, je vous le dis, des émeutes d'une violence extrême et qui ne seront plus limitées aux seuls quartiers dits sensibles. Il y aura, si rien n'est fait, des gestes de désespoir radical, des actes de nihilisme sans pareil qui laisseront les pouvoirs publics sans ressources et sans voix. Et la France entrera en crise. Et c'est tout le lien social qui, de proche en proche, menacera de craquer.

Il y a urgence, j'ai la ferme volonté d'empoigner ce problème à bras le corps, j'en ai la ferme volonté, je l'ai là, chevillée au corps parce que je sais au fond de moi, en tant que mère, que je veux pour tous les enfants qui naissent et qui grandissent en France ce que j'ai voulu pour mes propres enfants.

Et je veux que tous les responsables politiques soient aussi comme cela, c'est comme cela que nous réussirons à régler ce problème, cet avenir. Il est là, il est devant nous et nous avons l'obligation, l'ardente obligation de réussir. J'en fais aujourd'hui devant vous le serment. Vous êtes là pour que je tienne ma parole. Et cette parole, nous la tiendrons ensemble.

Nous mettrons les parents devant leurs responsabilités pour assumer leur rôle, tout leur rôle et leur autorité de parents. Nous aiderons les mamans seules débordées par les préadolescents et par les adolescents à se regrouper pour encadrer leurs enfants et bénéficier pour cela d'emplois parents. La bataille de l'emploi des jeunes de quartiers doit se gagner. Nous renforcerons les procédures de l'encadrement scolaire pour créer des minis internats urbains pour les jeunes qui décrochent dès l'école primaire. Nous imaginerons une école de la deuxième chance avec de la culture, du sport, des voyages éducatifs, du travail solidaire et nous leur redonnerons, à ces enfants, le sens de l'effort scolaire parce qu'ils n'ont jamais eu la chance de le recevoir. Nous soutiendrons les associations, les élus de terrain auxquels je veux rendre ici un vibrant hommage pour le travail qu'ils font tous les jours en première ligne, les travailleurs sociaux qui savent mieux que personne, pour les vivre, où sont les bonnes solutions. Et puis, je le dis sans détour, en ce qui concerne la délinquance des jeunes, à la première incartade il faudra répondre par une sanction ferme, rapide et proportionnée. Je dis bien proportionnée. Pourquoi je dis proportionnée ? Parce que la sanction, dès qu'elle vient tout de suite, elle est éducative, alors que lorsqu'elle attend la récidive elle perd son sens éducatif et elle devient une frustration. Or, trop souvent, le premier délit n'est pas sanctionné par une justice débordée qui manque de moyens. Ou alors, à l'inverse, on frappe trop lourdement des mineurs qui, en dehors des cas d'atteinte grave aux personnes, n'ont pas leur place en prison d'où ils ressortent à 70 % récidivistes. Il faudra, je vous le redis ici très clairement, sans détour, développer toutes les formes d'encadrement éducatif, y compris militaire par un des chantiers humanitaires parce qu'un jeune, s'il a

la chance de se sentir à nouveau fier de lui-même et utile aux autres, alors il se remettra debout et reprendra le bon chemin.

Nous créerons des polices de quartier proches des gens pour remplacer celles de proximité hélas supprimées, et nous renforcerons les moyens de la justice des mineurs.

Mais il faut aussi entendre le malaise que cette violence exprime, y remédier, je l'ai dit, sur la longue durée, ne pas traiter les délinquants comme des sauvages ou des barbares. Je ne veux pas de cette société toujours plus violente où, comme l'a dit l'un d'entre vous, lors d'un débat, je le cite : « Une bonne partie des violences est engendrée par le manque de considération envers certains jeunes. Ils ne se sentent pas utiles à la Nation et ont de ce fait l'impression que la Nation ne fait rien pour eux, et donc qu'ils ne lui doivent rien. » Cela doit changer. Les jeunes doivent faire des efforts, les jeunes doivent respecter la loi, les jeunes doivent respecter la discipline scolaire, mais la Nation doit les regarder comme étant à égalité parmi tous ses enfants de la République et leur redonner la fierté d'eux-mêmes, leur assurer que les discriminations reculent, leur tendre la main à chaque fois qu'ils trébuchent pour les faire à nouveau tirer la France vers le haut. Non, je ne veux pas de cette société.

Il ne faut pas laisser faire cette société du tous contre tous et du chacun pour soi. Je veux que la France aime sa jeunesse et exerce sur elle une juste autorité pour lui permettre de grandir. Je ne veux pas d'un projet où la jeunesse est infantilisée, considérée comme une charge, soit trop gâtée, soit regardée comme une menace ou un danger car une société qui néglige sa jeunesse ou qui a peur d'elle est une société qui perd confiance en elle et qui manque de son devoir d'hospitalité à l'égard de la génération suivante. Et le pacte présidentiel que je vous propose est un projet de transmission, de transmission à la génération suivante. C'est notre devoir, ce que la génération des adultes doit à la génération qui vient, c'est la limite, c'est le respect, c'est la confiance et c'est lui insuffler l'envie de grandir et de transmettre à son tour ses valeurs à la génération qui lui succèdera. C'est cela le cœur de la politique, c'est cela le projet pour une Nation, c'est cela le pacte présidentiel que nous mettrons ensemble.

Je ne veux pas me faire à l'idée qu'il y ait deux jeunesses, l'une qui serait vouée à la réussite et l'autre condamnée à l'échec, ou pire à la violence parce qu'au départ il n'y a pas les mêmes chances et qu'on n'a pas su recadrer, encadrer et discipliner à temps les enfants pour les faire réussir à l'école comme le dit très bien Kerry James\*. J'aurai l'occasion de dire avec plus de précision, et en appui sur les associations, parlement des banlieues, AC le feu !, je l'ai déjà citée, associations de toutes sortes, élus, j'aurai l'occasion de dire ce que demain l'État fera. Je veux une nouvelle donne avec tous les jeunes de France. Mais quand j'entends Karim de Toulon m'expliquer qu'il ne comprend pas pourquoi il doit subir plusieurs fois par jours les contrôles d'identité, je me dis qu'il n'exprime pas si mal que cela cette part du mal français qui le touche et qu'il m'incombera, avec vous tous, de traiter. Je veux lutter farouchement contre toutes les discriminations et les humiliations. Je veux une France qui s'accepte telle qu'elle est et telle qu'elle est devenue et qui considère que c'est une chance d'être désormais ainsi, riche d'histoires diverses, colorée, oui, une France métissée. Je veux une France qui reconnaisse comme légitimes tous ceux dont les familles sont venues d'ailleurs, qui sont aujourd'hui des Français à part entière et dont les parents et les grands-parents ont donné leur vie pour leur liberté.

Du fond du cœur, je vous le redis, la France a besoin de vous, vous êtes tous les jeunes, dans vos diversités, la chance, notre chance. Je veux une France qui vous écoute, une France qui vous comprenne et en même temps une France qui soit très exigeante envers vous.

J'ai entendu aussi les graves problèmes de santé des jeunes et ce désarroi me paraît totalement inconcevable dans un pays comme le nôtre. Je propose la gratuité totale des soins pour les moins de seize ans et la carte santé pour les jeunes de 16 à 25 ans. Je veux, et je le ferai, pour lutter contre les grossesses précoces qui laissent tant de victimes, je souhaite et je veux que la contraception soit

gratuite pour toutes les filles et pour toutes les femmes de moins de 25 ans. Je propose de renforcer la médecine scolaire et universitaire. Et je vous le dis, toutes ces actions entraîneront des économies dans les dépenses de santé car la prévention dès le plus jeune âge est très efficace.

De même tout à l'heure, parce que j'entends déjà ceux qui vont sortir des chiffres fantaisistes, quand tout à l'heure je vous ai parlé de la Sécurité sociale professionnelle, cette Sécurité sociale professionnelle est financée parce que ce sont les fonds de la formation professionnelle. Je le connais bien, je l'ai expérimentée, la Sécurité sociale professionnelle, dans la région que je préside. Eh bien, ce sont les fonds actuels de la formation professionnelle qui ont été utilisés, les aides à l'emploi qui souvent sont mal ciblées ou qui font l'objet de gaspillages. C'est par des luttes contre les gaspillages que nous réussissons à financer ces nouveaux droits sociaux et parce que l'argent public sera mieux dépensé, sera plus efficace, sera plus intelligemment investi. C'est comme cela que nous réussissons ce que nous disons.

Et enfin, c'est sur les jeunes que je compte aussi, mais sur l'ensemble des générations avec eux pour protéger la planète car c'est à vous, à cette génération qui n'est pas encore née que nous devons transmettre une planète en meilleur état. Et je le redis ici, je ferai de la France le pays de l'excellence environnementale. C'est pour moi une conviction profonde, ancienne, qui remonte à mon enfance rurale et qui a été consolidée par mon action de ministre de l'Environnement. Vous ne voulez plus, et vous l'avez dit partout, dans tous les lieux de France, qu'ils soient ruraux et urbains, dans ces débats, vous ne voulez plus de cette irresponsabilité qui détruit la planète, qui laisse la biodiversité s'épuiser et qui ne prépare pas l'après pétrole. Vous avez crié vos alarmes, vous avez raison, le réchauffement planétaire est une menace sur le monde et sur la paix : déplacement massif de populations qui fuient les zones désertifiées, problème de conflit pour accéder à l'eau potable. Je ferai de l'accès à l'eau potable une grande cause internationale à porter pour la France et j'engagerai la France dans la voie de l'excellence environnementale.

Je le ferai comme cela n'a jamais été fait, d'abord parce que je l'ai dit tout à l'heure, c'est un défi économique à relever, plus de cent mille emplois non délocalisables peuvent être créés dans les filières environnementales, un investissement massif dans l'environnement conduira à développer de nouveaux métiers et de nouvelles compétences dans le domaine du bâtiment, des transports, de l'agriculture, des éco-produits, des éco-procédés, des éco-industries, tout cela sera un moteur de l'activité et de la croissance durable, tout comme les biocarburants créeront de nouveaux emplois en milieu rural.

Le défi environnemental doit être vu comme une chance à condition d'anticiper plutôt que de subir les mutations. Là aussi, il y a deux logiques : le libéralisme qui n'intègre pas le coût des dégâts environnementaux puisqu'il vise le profit immédiat, ou alors la volonté publique qui relève les défis et qui intègre aux coûts de production la destruction des valeurs environnementales et qui, du coup, en fait un levier, une opportunité pour faire du progrès technologique.

Et c'est pourquoi je vous propose un plan de développement massif des énergies renouvelables qui représenteront 20 % de la consommation d'énergie dans dix ans, ce qui permettra de réduire la part de l'énergie nucléaire. Ce plan de développement national s'appuiera sur une politique commune européenne de l'énergie. Je mettrai en place une fiscalité écologique qui encourage les bonnes pratiques, je favoriserai les économies d'énergie dans les logements ; et d'ailleurs aucun permis de construire ne sera délivré s'il n'intègre pas dès le départ l'installation des énergies renouvelables.

J'ai développé tous ces sujets à Montluçon avec un plan d'action très précis et j'ai dit que nous ferions émerger et que nous allions accélérer l'émergence d'une agriculture assurant une alimentation de qualité et respectant l'environnement. Oui, nous pouvons surmonter la crise de confiance entre nos concitoyens et leur alimentation née des crises alimentaires, des abus d'engrais et de pesticides.

Je veux redonner aux agriculteurs la fierté de leur métier, ceux qui font un effort pour produire autrement seront reconnus et rémunérés comme tels. La qualité doit primer sur la quantité, l'environnement doit être respecté, les paysages préservés. Ceux qui font cela doivent recevoir davantage d'aides tout simplement parce qu'ils agissent pour protéger la santé publique et l'intérêt général.

Et c'est pourquoi je proposerai à nos partenaires une refondation de la politique agricole commune pour réorienter les aides vers le développement rural en modifiant les primes et en assurant leur transparence. Cette réorientation de la PAC doit permettre à l'Europe de se nourrir par elle-même, aux paysans de vivre dignement de leur travail tout en maintenant nos identités rurales vivantes, de nouveaux emplois, une nouvelle fierté rurale sera développée grâce aux biocarburants, à la valorisation de la biomasse, au développement de la filière bois et de la bio-construction.

Et pour mettre en œuvre toutes ces réformes sur lesquelles je vous demande de vous engager, sur lesquelles vous devrez porter cette parole, dont vous prendrez bientôt connaissance, je n'ai pas pu aujourd'hui les évoquer toutes, toutes ces actions concrètes qui sont dans le pacte présidentiel au nombre d'une centaine. J'ai voulu vous faire comprendre leur cohérence, leur utilité, leur efficacité, leur urgence et la façon, parce que vous me l'avez dit, nous allons faire tout cela ensemble. Mais, pour faire tout cela ensemble, nous avons besoin d'institutions impartiales qui fonctionnent bien et qui répondent aux besoins de notre temps.

Et je voudrais vous parler de la réforme des institutions et vous proposer une République nouvelle. Oui, des réformes profondes doivent être faites pour moderniser nos institutions.

Du côté du Parlement et de la démocratie représentative, et les présidents de groupes, Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel m'ont remis des rapports à ce sujet, nous les suivrons, le mandat unique sera instauré, le Sénat réformé, le pouvoir de contrôle du Parlement sera renforcé et le 49.3 sera supprimé !

Je veux aussi que l'opposition soit respectée, même si cela n'a guère été le cas durant ces cinq années. Et, pour rééquilibrer le rôle de la majorité et de l'opposition, pour permettre un dialogue constructif au sein du pays, la présidence de la Commission des finances sera confiée à un député de l'opposition.

Mais nous ferons aussi la démocratie participative. Les citoyens pourront faire examiner par le Parlement une proposition de loi qui aura recueilli un million de signatures. C'est facile avec Internet. Le développement des jurys de citoyens et des budgets participatifs sera encouragé, et le référendum d'initiative populaire sera instauré.

Sur la démocratie sociale, pour faciliter le développement d'un syndicalisme beaucoup plus fort et beaucoup plus représentatif, un crédit d'impôts sera accordé pour les cotisations syndicales, la représentativité sera fondée sur l'élection et le principe majoritaire sera mis en œuvre pour les accords sociaux. Je veux que la France se modernise dans la qualité de ses relations sociales comme toutes les démocraties et grandes démocraties au monde, tout le monde doit y gagner, salariés, entreprises, le pays tout entier, je l'ai dit et je le répète, dans une logique de cercle vertueux qui met fin aux logiques d'affrontement et qui permet des compromis sociaux qui nous permettront ensemble d'être plus justes à l'égard des salariés et d'être plus forts sur la compétitivité économique.

Dans les six mois qui suivront l'élection présidentielle, je consulterai le peuple français, s'il me fait confiance, sur ces propositions de réformes démocratiques de nos institutions.

Et je ne veux pas oublier les outre-mer. Je me suis rendue à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe, mais je n'oublie pas tous les autres dont la culture, comme me le rappelait Aimé Césaire,

est aussi la nôtre. Je veux une république de la reconnaissance et de la responsabilité, et des politiques publiques qui tiennent compte de leur identité, de leur diversité et des problèmes de continuité territoriale. L'histoire des outre-mer n'est pas périphérique, c'est notre histoire commune, l'esclavage et la colonisation en font partie et doivent trouver toute leur place dans les programmes scolaires, ainsi que les grandes œuvres littéraires et historiques : Louis Delgrès, Franz Fanon, La Mulâtresse solitude, et Aimé Césaire.

Et je veux que la France revienne à la table de l'Europe et je ferai tout pour cela. L'Europe doit rester la grande ambition et la grande réalisation du 21<sup>e</sup> siècle. Je sais que vous le voulez comme moi, mais je sais aussi que vous ne voulez pas n'importe quelle Europe, vous l'avez dit. Moi non plus, je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre-échange adossée à l'OTAN, je veux encore moins d'une Europe de tous contre tous où le dumping fiscal et social remplace la solidarité et dans laquelle la concurrence sert de projet de société. L'Europe que je veux doit élever le niveau de tous les pays et de chaque individu, et non pas les abaisser. Et c'est pourquoi l'Europe doit se fixer comme objectif une croissance dynamique et créatrice d'emplois. Nous relancerons les politiques communes sur les enjeux majeurs que nous affrontons. En Europe comme en France, la croissance reviendra, de l'investissement dans la recherche, dans l'innovation, dans les énergies renouvelables, dans l'environnement et dans les transports. L'Europe doit se battre aussi pour une politique industrielle à l'instar de ce que font les États-Unis et les grands continents émergents. L'Europe ne doit plus s'abandonner au seul dogme de la concurrence. Airbus n'aurait pas pu être lancé si la doctrine actuelle de l'Europe avait été applicable en 1970.

Alors, pour réussir cela, les outils actuels ne sont pas adaptés. La croissance et l'emploi, et nous devons tout faire pour cela, doivent être inscrits dans les statuts de la Banque centrale européenne. Il faut mettre en place un gouvernement économique de la zone Euro pour une politique de croissance coordonnée, le pacte de stabilité ne doit pas servir à freiner la croissance et l'emploi, mais au contraire à le stimuler et je proposerai de sortir du chiffrage du déficit des dépenses consacrées à la recherche et à l'innovation. Cela prendra peut-être du temps, mais peut-être pas, si un jour aussi tous les salariés d'Europe se lèvent et exigent d'autres règles, d'autres critères, et si le syndicalisme européen aussi exige et demande que ça change.

Et il faut que ça change sinon l'Europe sera dépassée, sera débordée par les pays émergents qui, eux, vont de l'avant avec l'investissement, la recherche et l'emploi. Oui, je veux une Europe qui protège ses citoyens et les aide à tirer profit de la mondialisation. Il n'est pas supportable de voir des entreprises faisant des bénéfices délocaliser leurs productions. L'Europe doit se protéger et nous protéger. Avec moi, elle fera reconnaître le respect des normes sociales et environnementales pour une juste concurrence. C'est la condition de la juste concurrence que d'intégrer ces normes sociales et environnementales dans toutes les négociations de l'OMC. Et la concurrence déloyale est encore moins supportable à l'intérieur de l'Europe, je proposerai l'instauration de taux planchers en matière d'impôt sur les sociétés pour freiner les délocalisations fiscales qui n'ont aucun sens entre nous, à un moment, où les pays d'Europe doivent s'unir face à la compétition mondiale.

De même, je proposerai à nos partenaires la négociation d'un protocole social pour renforcer les droits des travailleurs. Et je sais que cette idée commence à faire son chemin. L'Europe devra aussi s'atteler au dialogue avec la Méditerranée et mettre enfin en place de vraies politiques de co-développement. C'est la meilleure façon d'endiguer l'immigration illégale et de lutter contre les mafias qui l'organisent.

Décourager l'immigration de la misère, c'est d'abord soutenir le développement des pays pauvres en réduisant les écarts entre le Nord et le Sud. C'est donc notre avenir qui en dépend et c'est la dignité de ces peuples qui en résultera. Le co-développement sera donc un objectif. L'aide publique sera radicalement réformée et réorientée vers les circuits courts, la santé, l'éducation, l'énergie solaire, les associations de femmes, le micro crédit comme je l'ai vu au Sénégal, et cessera d'alimenter les gouvernements corrompus.

Cela me conduit à vous dire comment je conçois le rôle de la France dans le monde et comment j'entends lui faire tenir son rang. La France, c'est un paysage que nous aimons, c'est aussi une grande histoire, certes pas uniforme, mais avec des moments sublimes, quelquefois des abîmes et en arrière plan la grande lumière jamais éteinte de la Révolution française.

C'est également une langue dont Fernand Braudel nous a enseigné la part qui est la sienne dans la construction de notre identité. N'oublions jamais la dimension de la francophonie. Il y aura en 2050 trois cents millions d'hommes et de femmes qui parleront français. Je souhaite qu'il y en ait davantage, bien davantage, je souhaite une France qui parle dans sa langue, sa propre langue au monde qui nous entoure.

Car la France, c'est plus que la France. La France, c'est ce drôle de pays, comme disait André Malraux, qui n'est jamais aussi grand que lorsqu'il l'est pour tous.

La France, ce sont des valeurs exigeantes et belles proclamées par la Révolution française, la France, ce sont des valeurs universelles qui nous obligent et que nous devons porter haut pour ne pas décevoir ceux qui ont foi en nous.

L'histoire de France est une histoire vivante, c'est une histoire qui, parce qu'elle est vivante, doit continuer de parler au monde. C'est cela faire tenir à la France tout son rang. Car le monde, nous savons ce qu'il en est, la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes, mais aussi le tohu bohu, l'iniquité, le malheur, les crimes de masse, les guerres, et je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène, de renoncer et de laisser faire, je ne veux pas d'une France qui laisserait ce monde se casser, éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensées hostiles les uns aux autres. Je ne veux pas d'une France qui se résignerait à sortir de l'histoire.

Allons-nous rester là spectateurs muets ? Apeurés ? Et bientôt victimes ? Avons-nous quelque chose à dire encore au monde ? Avons-nous quelque chose encore à lui apporter ? Le croyez-vous ? Le voulez-vous ? Alors je le crois et je le veux avec vous.

Les objectifs de la France sur la scène internationale, si je suis élue, seront simples et fidèles à notre vocation la plus haute : la paix bien sûr, la sécurité pour les Etats, mais aussi la justice pour les peuples et le développement pour tous.

La paix, elle n'est possible que fondée sur l'équilibre d'un monde multipolaire, c'est pourquoi tous les efforts, je l'ai dit, visant à faire redémarrer l'Europe et à en faire une puissance également politique seront poursuivis avec une ardeur particulière.

C'est pourquoi tout sera fait pour remédier au déséquilibre des puissances qui est la règle d'aujourd'hui dans nos rapports avec nos partenaires et alliés. Et c'est pourquoi aussi la France pèsera de tout son poids pour que soit respecté le droit international. Celui-ci existe, il n'est que de l'appliquer, et nous réclamerons de nos meilleurs amis que les résolutions du Conseil de sécurité soient mises en œuvre, que les grands traités du désarmement et de l'environnement soient respectés.

La France et le Royaume-Uni ont la lourde responsabilité d'être membres permanents du Conseil de sécurité, nous y jouerons tout notre rôle, à l'écoute certes de nos partenaires européens, mais aussi de tous les pays prêts à travailler avec nous.

Le multilatéralisme, c'est la mobilité de l'action au service des principes que les Nations unies ont fixés.

Veiller à la sécurité de tous, c'est aussi donner l'exemple. Et c'est pourquoi nous continuerons à déployer nos forces au service du droit s'il le faut en Afrique comme au Proche-Orient.

La justice pour les peuples exige que nous parlions fermement en toutes circonstances devant nos alliés, nos amis et en agissant dans toutes les instances où se bâtit aujourd'hui la justice internationale.

Le développement implique que la France qui fut l'une des premières à plaider pour l'aide publique ne se paie pas de mots. Nous sommes tous terriblement en retard sur nos engagements à l'égard des pays défavorisés. Il faudra redoubler d'efforts et il faudra que la France, je l'ai dit tout à l'heure, parce que c'est une condition de notre survie et de notre avenir, indique le chemin à tous ceux qui s'accommodent à bon compte des promesses non tenues et des inégalités criantes. Non, cela ne sera plus possible, et la France le dira haut et fort.

Le réalisme, c'est aussi choisir nos priorités. Et nous regarderons d'abord devant notre porte, et je vais vous surprendre, ou peut-être pas, notre porte, c'est l'Afrique. L'Afrique est notre voisine. Elle est là cette Afrique, vivante, dynamique, mais accablée de maux et de tensions. Chaque Africain qui parvient souvent contre son gré à nous rejoindre en témoigne et il ne comprend pas qu'après tous nos beaux discours, nous nous tournions la tête et nous nous barricadions. Il ne comprend pas parce que l'avenir, qui appartient aujourd'hui aux Chinois et aux Indiens, encore oubliés, écartés voici moins de vingt ans, appartiendra peut-être demain à son frère, à son fils, je le souhaite, un Africain.

Car de quoi souffre-t-elle l'Afrique dont l'état de sous-développement nous diminue tous collectivement, nous affaiblit tous collectivement ? Elle souffre d'une économie mondiale absolument débridée qui ne laisse aucune chance à des productions agricoles fragiles et incapables de rivaliser avec les politiques de pays bardés d'atouts financiers et technologiques.

Elle demande un peu de bon sens, un peu de justice, recommande que l'on remette un peu d'ordre sur les marchés, que des avantages soient laissés aux pays les plus pauvres, que des préférences, il faut le dire, soient accordées, quitte pour celle-ci, pour l'Europe, en échange, à savoir orienter ses achats vers l'Europe et vers l'Afrique.

Organisons d'Europe vers l'Afrique et de l'Afrique vers l'Europe des relations favorisées et équitables, et sinon, je vous le dis, c'est la Chine qui prendra la place.

Et de quoi souffre la démocratie africaine ? D'un jeu trop brutal des alternances, du poids des oligarchies, de la corruption de certaines élites. Et je n'oublie pas cette honte, que fut à la toute fin du 20e siècle, le génocide des Tutsis au Rwanda, un crime contre l'humanité, une insulte à l'humanité de l'homme, un deuil pour le monde, ni enfin aujourd'hui la tragédie du Darfour que la communauté internationale a sans doute le moyen de stopper. Pourquoi ne le fait-elle pas ? Pourquoi la France, la grande France, celle des internationalistes qui ont fondé notre parti, celle des Républicains qui croient que nous avons sur la scène du monde un rôle particulier, ne fait-elle pas pression pour que s'arrête le massacre ?

La France, l'Afrique est à la portée... Oui, l'Afrique est à la portée de la France et de l'Europe, elle est à notre heure. Je veillerai à ce que celle-ci saisie et gardée. Il ne s'agira pas de manifestations éphémères, de cérémonies d'un jour, de tourner à brides abattues, mais d'un effort opiniâtre sur pied égal avec les Africains, dirigeants ou non.

Notre voisin, c'est aussi bien sûr le Proche et Moyen-Orient. On plaidera pour des conférences, je dis oui naturellement, mais je plaiderai surtout pour le réalisme et l'ambition.

La paix au Proche-Orient suppose deux aspirations indissociables et également impérieuses : celle de

la justice et celle de la sécurité. Il faut rendre justice aux Palestiniens, il faut garantir la sécurité d'Israël et la vie de tous ses citoyens.

L'objectif n'est pas inaccessible, les Palestiniens modérés, démocrates, partisans du compromis existent et refusent de se taire. Les Israéliens favorables au partage de la terre sont une majorité, ils ont des familles, des enfants dont le destin passe par une paix durable et garantie, et je l'ai vu en rencontrant les jeunes des deux côtés.

L'Europe peut et doit peser en faveur de cette paix. La France, au sein de l'Europe, a l'autorité nécessaire pour rappeler les principes. Voyez au Liban notre participation à l'effort de la Finul, persévérons, et avec les autres, renouons le dialogue avant qu'il ne soit trop tard, je pense à la Syrie, et même à l'Iran.

Je me suis prononcée, vous le savez, pour une très grande fermeté vis-à-vis du régime iranien en place et de ses provocations répétées, mais cela ne me dissuadera jamais de maintenir le dialogue avec une population qui espère et qui croit en nous.

Nos partenaires sont bien sûr les autres membres permanents du Conseil de sécurité : Chine, Russie, Etats-Unis. À nous de savoir comment travailler au mieux avec eux. La Chine est autre chose qu'un géant économique, ce sera bientôt un géant politique et je voudrais que la France fût l'une des premières à percevoir cette montée en puissance de la Chine et à en tirer toutes ses conséquences. Mais je voudrais aussi qu'elle soit à la pointe de la vigilance sur le non-respect des droits humains ou des droits de l'Homme, comme on le voudra, en Chine. La démocratie est un bien commun, la démocratie, ce ne sont pas des valeurs réservées aux uns et interdites aux autres comme je l'ai dit sur place, pour défendre les journalistes et les avocats emprisonnés. Et voilà ce que j'aurai à cœur, si je suis élue, de rappeler à nos partenaires chinois comme je l'ai déjà fait. Une France attentive, mobile, doit guetter chaque signe de mouvement pour tenter de l'infléchir. Et la France que j'aime, et à laquelle je crois, doit se montrer intraitable dans les valeurs liées à sa tradition d'humanisme et de lumière.

Autre réalité, la Russie : des liens séculaires et très forts nous unissent à la Russie. Nos peuples, nos deux peuples ne se connaissent pas toujours assez mais se respectent et la Russie d'ailleurs appartient de plein droit, et j'en suis intimement convaincue, à l'espace de civilisation européenne. Raison de plus pour lui tenir à elle aussi le langage de la vérité. Raison de plus, comme l'Allemagne nous en donne l'exemple, pour trouver le ton juste, lui dire ce qui ne va pas, lui manifester sans chipotage notre conviction qu'elle est européenne, mais que parce qu'elle est européenne un certain nombre de valeurs s'imposent à elles. L'Europe a besoin de la Russie et la Russie de l'Europe. Et je serai la présidente de ce lien renforcé. Et je serai aussi une présidente intraitable lorsqu'il s'agira de dénoncer les abus de droits, les entorses aux droits de l'Homme, les crimes de guerre en Tchétchénie, où l'assassinat en plein Moscou d'une femme d'exception, honneur de sa profession, que fut la journaliste Anna Politovskaïa.

Partout où nous agirons, les États-Unis bien sûr ne seront pas loin. Ils sont là, puissants, amicaux, le peuple américain généreux et aussi, comme l'histoire récente l'a montré, emportés parfois jusqu'à l'erreur par le poids même de leur puissance. Nous vivrons avec eux, en partenaire solide, fiable, mais sans complexe non plus. La taille n'a rien à voir avec les principes. Le déséquilibre des puissances n'est jamais une bonne raison de se taire. Et on l'a bien vu, n'est-ce pas, à propos de l'Irak. La voix de la France en l'espèce ne fut hélas pas entendue, mais elle n'en sonna pas moins juste. Et je voudrais à l'avenir qu'elle continue de sonner juste et je voudrais qu'en parlant plus haut et plus fort notre voix porte plus loin.

C'est ce respect des avis d'autrui que l'on m'a parfois reproché. Et pourtant, c'est ce respect des avis d'autrui qui manquaît si tristement dans la guerre du Moyen Orient, cette écoute de l'autre et ce sera

ma façon de faire, et j'en ferai la règle de notre conduite.

Je veillerai à tenir compte de ce que pensent non seulement les membres permanents du Conseil de sécurité, mais aussi les pays émergents, ces nouvelles puissances qui ont les moyens de leurs ambitions et qui, tôt ou tard, sauront se faire entendre. Nous savons la force de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, qui rejoignent ces autres piliers de la scène internationale que sont le Japon et le Canada. Tous aspirent à modeler l'avenir, à ne pas laisser le monde entraîné par le seul mouvement de l'économie financière. Ils peuvent être nos meilleurs alliés, ils seront nos vertueux complices si nous le décidons ainsi dans la volonté de réinventer les règles du jeu valant dans les concerts des nations. Ce sera ça aussi la voix de la France.

On nous dit que les États s'affaiblissent, que les Nations s'évanouissent, que triomphent les grandes compagnies, que le marché est le seul roi, c'est tout le contraire que montre la scène du monde et la France en tout cas ne craindra pas, je vous l'annonce, de tenir le rang qu'elle doit à son histoire. Elle agira sans humilité et sans arrogance, elle tiendra son cap et elle affirmera par ma voix ses principes.

Chers amis, une chose que j'ai comprise, et que je savais déjà, je peux vous en faire la confidence, pendant ce temps où je me suis mise à l'écoute des Français et des Françaises, c'est qu'ils aiment profondément la France. Et comme ils l'aiment vraiment, comme nous l'aimons vraiment et nous l'aimons grande, ouverte, accueillante, soucieuse de la misère du monde, c'est ce souci aussi que je veux porter, c'est ce message auquel je veux être fidèle. On dit les Français égoïstes, repliés sur eux-mêmes et leurs petits soucis, mais tout dépend de ce qui leur est proposé car notre peuple est aussi un peuple généreux, c'est le peuple qui a inventé les Médecins sans frontières et les Médecins du monde, c'est l'un des peuples où le mouvement associatif est le plus vivant. Et je serai la présidente de cette République-là, celle où l'on sera sans indulgence pour les dictateurs, quelle que soit leur couleur politique ; cette République-là où l'on sera implacable avec les purifications ethniques, les génocides, cette honte pour le genre humain. Je veux une France qui, encore une fois, retrouvera sa vocation qui est de parler à tous et de le faire au nom de l'universel de ses valeurs. Cette France, nous allons la faire, celle qui, sur la scène du monde aussi, travaillera à instaurer un ordre international juste.

Je compte sur chacun et sur chacune d'entre vous pour porter haut et fort la parole que je viens de vous donner. Vous êtes venus très nombreux, vous me donnez un formidable courage et, du courage, il en faut. Vous me redonnez une formidable liberté parce que c'est vous qui allez porter cette énergie, cette énergie que la France attend, cette énergie dont je me sens remplie avec vous, en appui sur vous.

Repartez vers les citoyens, reparlez-leur, faites revenir vers vous ceux qui ne croient plus dans la politique, ceux qui attendent désespérément quelque chose qui ne vient pas. Donnez-leur la parole sur le projet, sur le pacte présidentiel que je viens de vous livrer pour qu'il s'incarne à travers chacun et chacune d'entre vous, à travers chaque Français et chaque Française qui voudra nous rejoindre parce qu'ils voudront, parce qu'elles voudront que ça change et que ça change vraiment et que la France plus juste soit aussi une France plus forte, celle du progrès pour tous et du respect pour chacun, celle de l'ordre juste.

Vive la République et vive la France !